

Unité départementale de l'Oise
Z.A. de la Vatine
283, rue de Clermont
60021 BEAUVAIS

BEAUVAIS, le 05/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

UCAC

77 route de Picardie
60190 Avrigny

Références : IC-R/0234/23-AL/SA
Code AIOT : 0005105261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement UCAC implanté chemin de la folie 60130 Cuignières. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UCAC
- chemin de la folie 60130 Cuignières
- Code AIOT : 0005105261
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société UCAC exploite des installations de stockage de céréales, engrais et produits phytosanitaires sur la commune de Cuignières.
Ses activités sont autorisées par l'arrêté préfectoral du 2 février 2011.

Le site est soumis, au titre de la rubrique n° 2160 de la nomenclature, à autorisation pour les deux silos verticaux (silo 1 et 2) et à déclaration pour le silo plat (silo 3).

Un donné acte du 9 février 2022 prend en compte le nouveau classement du site.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- risques accidentels

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PC 1 : Contrôles électriques	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	PC 2 : Registre incident	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
3	PC 3 : Courant vagabond et électricité électrostatique et protection foudre	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 3	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
4	PC 4 : Etude technique foudre	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
5	PC 5 : Affichage fermeture portes de découplage	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 5	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	PC 6 : prévention des risques liés aux appareils de manutention	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 6	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
7	PC 7 : empoussièrement - utilisation de l'aspiration et fréquence de nettoyage	AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	PC 8 : Résistance portes de découplage	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 7.4.4.1	Susceptible de suites	Sans objet
9	PC 9 : événements et surfaces soufflables - Découplage	Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 7.4.4.1	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de récolter l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2022.

Au vu des constats réalisés, il est donc proposé à madame la préfète l'abrogation de cet arrêté.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC 1 : Contrôles électriques

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 19/07/2022
Prescription contrôlée : <p>La société UCAC exploitant des silos sur le territoire des communes de Cuignières et d'Erquinvillers, chemin de la folie – 60 130 Cuignières est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 71.5 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 en entretenant les installations électriques conformément aux normes en vigueur (notamment en levant les observations mentionnées dans le rapport de contrôle électrique du 11 février 2021 et en présentant un rapport de vérification périodique des installations électriques Q18 mentionnant que les installations ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion) dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Par courrier du 28 novembre 2022, l'exploitant a mentionné que les travaux de mise aux normes électriques ont été réalisés par la société INEO. Le Q18 du 14 octobre 2022 réalisé par la société APAVE mentionne que les installations peuvent entraîner des risques d'incendie et d'explosion. L'exploitant mentionne que le risque provient d'un éclairage défectueux. Un devis pour le remplacement de cet éclairage par la société INEO a été signé le 23 novembre 2022. L'exploitant a transmis le rapport d'intervention du 25 novembre 2022 de la société INEO pour le remplacement d'une boîte d'éclairage suite au Q18 du 14 octobre 2022.</p> <p>Lors de la visite du 25 avril 2023, l'exploitant a présenté le Q18 du 28 février 2023 de la société APAVE. Il y est mentionné que les installations ne sont pas susceptibles d'entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>L'exploitant a levé les observations mentionnées dans le rapport de contrôle électrique du 11 février 2021 et à présenter un rapport de vérification périodique des installations électriques Q18 mentionnant que les installations ne peuvent pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <p>Les prescriptions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 9 février 2022 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : PC 2 : Registre incident

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2022
Prescription contrôlée : <p>La société UCAC exploitant des silos sur le territoire des communes de Cuignières et d'Erquinvillers, chemin de la folie – 60 130 Cuignières est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 5 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 en disposant d'un registre permettant le signalement de tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion et/ou d'incendie dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Par courrier du 28 novembre 2022, l'exploitant a mentionné disposer d'un registre sur le site.</p> <p>Lors de la visite du 25 avril 2023, il a été constaté la présence d'un registre permettant le signalement de tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion et/ou d'incendie. Ce registre ne comportait pas d'événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion et/ou d'incendie.</p> <p>Les prescriptions de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 9 février 2022 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : PC 3 : Courant vagabond et électricité électrostatique et protection foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 19/07/2022
Prescription contrôlée : <p>La société UCAC exploitant des silos sur le territoire des communes de Cuignières et d'Erquinvillers, chemin de la folie – 60 130 Cuignières est mise en demeure de respecter les</p>

dispositions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 en :

- disposant d'un rapport annuel constitué des pièces suivantes :
 - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;
 - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004
- levant les observations mentionnées dans le rapport du 13 janvier 2021 de la société BCM Foudre afin de protéger efficacement les silos contre les risques liés aux effets de la foudre ; dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Par courrier du 28 novembre 2022, l'exploitant a transmis le rapport de vérification de la société APAVE pour les courants vagabonds du 23 février 2022. Ce rapport fait état d'une observation. L'exploitant a également transmis le rapport de la société APAVE pour les risques électrostatiques du 23 février 2022. Ce dernier fait état de 5 observations.

Un devis de la société INEO a été signé le 24 octobre 2022 pour lever ces observations.

L'exploitant a transmis par mail du 25 avril 2023 le procès verbal de réception de la société INEO du 16 novembre 2022 (réception sans réserve) pour les courants vagabonds et les risques électrostatiques.

Concernant la protection foudre, l'exploitant a réalisé une nouvelle analyse du risque foudre et une étude technique. Ces dernières sont datées du 10 novembre 2022.

L'analyse du risque foudre préconise une protection de niveau IV sur la structure pour les silos 1, 2 et 3 pour les effets directs et indirects.

L'exploitant a transmis le dossier d'exécution pour la protection contre la foudre réalisé par la société POUYET PARATONNERRES. Les travaux de mise en conformité ont été réalisés en mars 2023. Les attestations y sont présentes.

Les prescriptions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2022 sont respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : PC 4 : Etude technique foudre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 19/07/2022
Prescription contrôlée : <p>La société UCAC exploitant des silos sur le territoire des communes de Cuignières et d'Erquinvillers, chemin de la folie – 60 130 Cuignières est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 22 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 en disposant d'une étude technique, d'une notice de vérification et de maintenance et d'un carnet de bord pour la thématique « foudre » dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Par courrier du 28 novembre 2022, l'exploitant précise qu'une étude technique est en cours avec l'entreprise BCM Foudre qui rendra son rapport mi-décembre. La notice de vérification et de maintenance ainsi que le carnet de bord pour la thématique Foudre seront joints à l'étude.</p> <p>Lors de la visite du 25 avril 2023, l'exploitant a présenté l'étude technique foudre du 10 novembre 2022 réalisé par la société BCM Foudre, la notice de vérification et de maintenance ainsi que le carnet de bord pour la thématique foudre.</p> <p>Les prescriptions de l'article 4 de l'arrêté de mise en demeure du 9 février 2022 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : PC 5 : Affichage fermeture portes de découplage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2022
Prescription contrôlée : <p>La société UCAC exploitant des silos sur le territoire des communes de Cuignières et d'Erquinvillers, chemin de la folie – 60 130 Cuignières est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 74.4.1 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 en affichant l'obligation de maintenir les portes de découplage fermées dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Par courrier du 28 novembre 2022, l'exploitant mentionne avoir mis en place l'affichage nécessaire.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 25 avril 2023, il a été constaté un affichage sur les portes de découplage obligeant le maintien des portes fermées. Il a également été constaté que les portes de découplage étaient bien fermées.</p> <p>Les prescriptions de l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2022 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie/Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 19/04/2022
Prescription contrôlée : <p>La société UCAC exploitant des silos sur le territoire des communes de Cuignières et d'Erquinvillers, chemin de la folie – 60 130 Cuignières est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.7 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 en :</p> <ul style="list-style-type: none">• établissant un programme d'entretien des dispositifs de manutention, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel ;• consignait le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ; <p>dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>Par courrier du 28 novembre 2022, l'exploitant a transmis, à titre d'exemple, le programme d'entretien et de suivi des travaux pour les élévateurs.</p> <p>Lors de la visite du 25 avril 2023, il a été constaté la présence d'un fichier informatique pour le programme d'entretien des dispositifs de manutention, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Il a également été constaté la présence d'un fichier informatique pour le suivi et les travaux réalisés. Chaque fichier comporte des onglets pour les appareils de manutention suivant : transporteur à chaîne, transporteur à bandes, élévateurs, boîte direction et nettoyeur séparateur.</p> <p>Les prescriptions de l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2022 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : PC 7 : empoussièrement - utilisation de l'aspiration et fréquence de nettoyage

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 09/02/2022, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2022
Prescription contrôlée : <p>La société UCAC exploitant des silos sur le territoire des communes de Cuignières et d'Erquinvillers, chemin de la folie – 60 130 Cuignières est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.8 de l'arrêté préfectoral du 2 février 2011 en :</p> <ul style="list-style-type: none">• réalisant le nettoyage au début du tunnel de chargement de silo 2 à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration ;• respectant la fréquence des nettoyages fixée par les procédures d'exploitation dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.
Constats : <p>Par courrier du 28 novembre 2022, l'exploitant précise que le nettoyage est réalisé en respectant le plan de nettoyage dont les fréquences d'intervention ont été revues en tenant compte de l'empoussièrement des différentes zones lors du fonctionnement des installations.</p> <p>Lors de la visite d'inspection du 25 avril 2023, il a été constaté l'affichage, au niveau des bureaux, de tableaux pour chaque silo avec les zones à nettoyer et la fréquence. L'exploitant a transmis par mail du 25 avril 2023 ces tableaux. Les fréquences de nettoyage sont respectées. Le dernier nettoyage du tunnel de chargement du silo 2 a été fait en avril 2023.</p> <p>Il n'a pas été constaté d'empoussièrement lors de la visite.</p> <p>Les prescriptions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 9 février 2022 sont respectées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : PC 8 : Résistance portes de découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 7.4.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Explosion
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 02/12/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : fait susceptible de suite n°3• date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2022

Prescription contrôlée :

[...]

b) Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers complétée réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents. Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible. L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

<i>Ensemble A</i>	<i>Ensemble B</i>	<i>Nature du découplage</i>	<i>Résistance du découplage</i>	<i>Description</i>
<i>Zone de réception du silo 1</i>	<i>Galerie de reprise du silo 1</i>	<i>à définir</i>		
<i>Tour de manutention du silo 2</i>	<i>Galerie de reprise du silo 2</i>	<i>Porte</i>	<i>Supérieur à 50 mbar Tôle 2 mm</i>	<i>Ouverture vers la galerie</i>
<i>Galerie de reprise du silo 3</i>	<i>Galerie de reprise du silo 2</i>	<i>Porte</i>	<i>Supérieur à 50 mbar Tôle 2 mm</i>	<i>Ouverture vers la galerie</i>

[...]

Constats :Visite du 2 décembre 2021 :

Les résistances des portes de découplage entre la tour de manutention du silo 2 et la galerie de reprise du silo 2 et la porte de découplage entre la galerie de reprise du silo 3* et la galerie de reprise du silo 2* n'ont pas été démontrés.

Visite du 25 avril 2023 :

L'exploitant a transmis par mail du 25 avril 2023 le rapport de vérification des valeurs de résistances de découplage des portes de galerie de reprises réalisé par la société CERES SOLUTION du 10 novembre 2021.

Ce rapport mentionne que :

- la porte de découplage entre la galerie de reprise du silo 3* et la galerie de reprise du silo 2* résiste à au moins 50 mbar ;
- la porte de découplage entre la tour de manutention du silo 2 et la galerie de reprise du silo 2 ne résiste pas à 50 mbar (tôle et porte). La mise en place de renfort est préconisée (3 raidisseurs en tôles pliées supplémentaires).

*Il est à noter que pour le silo 3, la tour de manutention du silo 3 est isolée de la galerie de reprise du silo 3 par une porte de découplage. Les silos 2 et 3 sont distincts et comporte, chacun, une

porte de découplage entre la tour de manutention et la galerie de reprise.

L'exploitant a transmis par mail du 2 mai 2023 un devis réalisé par la société SNSE et signé le 27 avril 2023 par la société UCAC. Il a également transmis le bon de livraison de la société SNSE qui a réalisé les travaux préconisés de l'étude de la société CERES SOLUTION du 10 novembre 2021 (soudure de trois renforts de porte). Les travaux ont été faits le 2 mai 2023.

La porte de découplage entre la tour de manutention du silo 2 et la galerie de reprise du silo 2 résiste à 50 mbar.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : PC 9 : événements et surfaces soufflables - Découplage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/02/2011, article 7.4.4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Explosion

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/12/2021
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- date d'échéance qui a été retenue : 19/02/2022

Prescription contrôlée :

Conformément à l'étude de dangers complétée réalisée par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, équipements de manutention, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion :

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site et dimensionnés conformément aux normes en vigueur. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité. Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

b) Découplage

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers complétée réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents. Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible. L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

<i>Ensemble A</i>	<i>Ensemble B</i>	<i>Nature du découplage</i>	<i>Résistance du découplage</i>	<i>Description</i>
<i>Zone de réception du silo 1</i>	<i>Galerie de reprise du silo 1</i>	<i>à définir</i>		
<i>Tour de manutention du silo 2</i>	<i>Galerie de reprise du silo 2</i>	<i>Porte</i>	<i>Supérieur à 50 mbar Tôle 2 mm</i>	<i>Ouverture vers la galerie</i>
<i>Galerie de reprise du silo 3</i>	<i>Galerie de reprise du silo 2</i>	<i>Porte</i>	<i>Supérieur à 50 mbar Tôle 2 mm</i>	<i>Ouverture vers la galerie</i>

Sous un délai ne dépassant pas 3 mois, l'exploitant :

- met en place un dispositif de découplage efficace entre la zone de réception du silo 1 et la galerie de reprise du silo 1 ;
- transmet à M. le Préfet les éléments justifiant de cette mise en place ainsi que de son efficacité.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieure et supérieure (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention. Les portes assurant le découplage sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques (ferme portes automatiques), excepté si la conception des portes ne le permet pas. Dans ce dernier cas, la justification doit en être apportée. L'obligation de maintenir les portes fermées doit à minima être affichée.

Constats :

Lors de la visite du 2 décembre 2021, au vu de la configuration de la zone de réception du silo 1 et la galerie de reprise du silo 1, il avait été demandé à l'exploitant d'évaluer la nécessité de mise en oeuvre d'un dispositif de découplage entre la zone de réception du silo 1 et la galerie de reprise du silo 1.

Par courrier du 28 novembre 2022, l'exploitant a transmis une note sur le découplage du silo 1. Il y est mentionné que la tour du silo 1 ne communique pas avec la galerie de reprise des capacités de stockage. Le transporteur de reprise traverse un mur en béton. Il n'y a pas de communication ouverte entre la tour et la galerie de reprise. La paroi béton constitue le découplage.

Le fait susceptible de suite n°3 est levé. Au vu de la configuration de la zone de réception du silo 1 et la galerie de reprise du silo 1, l'exploitant a évalué la non nécessité de mettre en oeuvre un dispositif de découplage entre la zone de réception du silo 1 et la galerie de reprise du silo 1.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet